



Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Jean-Pierre GRAND, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Gilbert PASTOR

Transports et Mobilité - Projet Hydrogène et Mobilité de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a engagé des réflexions afin de prendre part au *Plan Hydrogène*, outil d'avenir pour la transition énergétique, annoncé par le Ministre de la transition écologique et solidaire le 1^{er} juin 2018.

Elle envisage à ce titre de candidater à des consultations au niveau régional, national ou européen, ayant pour objet le déploiement de l'hydrogène dans le domaine des mobilités.

En particulier, conformément à la délibération du Conseil de Métropole n°M2019-167 en date du 18 avril 2019, elle a décidé de participer à l'appel à projets « *H2 Mobilités 2019* » initié par l'ADEME qui s'inscrit dans le cadre du Plan précité.

Pour rappel, cet appel à projets vise à favoriser la définition d'un « *écosystème de mobilité hydrogène* », c'est à dire une zone, un territoire ou un espace géographique donné, sur lequel s'organisent simultanément une logistique de production et de distribution d'hydrogène (par électrolyse, procédés valorisant de la biomasse ou du biogaz, mais aussi source locale d'hydrogène coproduit par électrolyse ; stations de distribution, etc.), ainsi que des usages locaux de véhicules de transport de personnes ou de marchandises. L'objectif de cet appel à projets est d'accompagner des investissements permettant la mise en œuvre opérationnelle d'écosystèmes de mobilité organisés autour de l'hydrogène. Ceux dédiés aux investissements de production d'hydrogène, destinés à alimenter les stations de distribution et de l'écosystème de mobilité, ainsi que les véhicules qui y sont associés.

Le projet comprendrait une production d'électricité photovoltaïque, production d'hydrogène par électrolyse, un stockage d'hydrogène, des stations de distribution publiques et privées et une flotte de véhicule de transport de personne et de marchandise. Ce dispositif pourrait être déployé sur un des centres techniques de la TaM existant ou futur.

Afin de couvrir l'ensemble de la chaîne de l'écosystème envisagé, associant production, distribution et usages de l'hydrogène en flottes de véhicules, Montpellier Méditerranée Métropole a choisi de s'associer à des partenaires industriels dans le cadre d'un consortium pour répondre notamment à l'appel à projets d'écosystèmes de mobilité hydrogène de l'ADEME.

Il est ainsi proposé de formaliser une candidature de Montpellier Méditerranée Métropole en partenariat avec :

- La TaM, exploitant du réseau de transports métropolitain ;
- Energies du Sud, filiale énergétique de la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) ;
- Hynamics, filiale d'EDF spécialisée dans la production d'hydrogène bas carbone.

Energies du Sud et Hynamics envisagent de monter une société de projet dédiée à la construction et l'exploitation des productions d'électricité photovoltaïque et d'hydrogène, du stockage d'hydrogène et des stations de distribution publiques et privées du projet Hydrogène Mobilité de Montpellier.

Cet ensemble de partenaires, chacun se positionnant de manière complémentaire et distincte sur l'un des maillons de la chaîne de l'écosystème, pourra le cas échéant être renouvelé pour d'autres consultations.

Par ailleurs, à l'occasion de ce projet, l'opportunité pour Montpellier Méditerranée Métropole d'adhérer à l'Association Française pour l'Hydrogène et les Piles à Combustible (AFHYPAC) qui est une association régie par la Loi du 1er juillet 1901, se présente.

Cette association fédère les acteurs de l'hydrogène et des piles à combustible en France : entreprises, laboratoires et instituts de recherche, pôles de compétitivité, collectivités territoriales et associations régionales. Au niveau international, l'AFHYPAC est membre de Hydrogen Europe et membre affilié de la Fuel Cell & Hydrogen Energy Association (FC&HEA) aux États-Unis.

Elle contribue à accélérer le développement de solutions hydrogène au bénéfice de la transition énergétique et de la société. Elle constitue un lieu d'expertise important pour le développement des projets de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce contexte, il est proposé l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à cette association pour un cout annuel de 2 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole à toute forme de consultation régionale, nationale et européenne, ayant pour objet le déploiement de l'hydrogène dans le domaine des mobilités, et en particulier à l'appel à projets initié par l'Agence de l'Environnement et de la Maitrise d'Énergie (ADEME) « *H2 Mobilités 2019* » ;
- approuver l'adhésion à l'Association Française pour l'Hydrogène et les Piles à Combustible (AFHYPAC) pour un montant de 2 000 € HT ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- solliciter différents partenaires opérationnels afin de former des groupements momentanés pour candidater à ces consultations, et notamment la TaM, Energies du Sud et Hynamics ;
- solliciter les différents partenaires institutionnels pour contribuer au financement de ces projets ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à ces projets.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, Mme Véronique PEREZ, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-100163-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.